

SPLASH - EPISODE 66

« Pourquoi les jeunes sont-ils seul.e.s face au chômage ? »

EMMANUEL

Bienvenue dans Splash, le podcast qui jette un pavé dans la mare de l'économie. Cette semaine, on fait le point sur l'emploi des 18-25 ans, ou plutôt l'absence d'emplois. Aujourd'hui on va parler de stagnation de la croissance, de solidarité familiale, et de file d'attente.

Pourquoi le chômage est-il plus important chez les 18-25 ans ? Comment peuvent-ils trouver du travail ? Est-ce qu'il faut mettre en place d'autres aides, à côté des politiques de l'emploi ?

VIRGULE TITRE

Commençons par poser un constat : dans les faits, le chômage des jeunes en France n'est pas si élevé. Ça peut vous surprendre, parce qu'on entend souvent parler de taux très importants. C'est ce qu'explique Michaël Zemmour, maître de conférences en économie à l'université Paris 1 :

MICHAËL ZEMMOUR

En réalité, ce qu'on a, c'est un chiffre qui circule sur le taux de chômage des jeunes, peut être que vous l'avez en tête, mais quelque chose de très élevé, 15 %, peut-être, mais en réalité, quand on compte le taux de chômage des jeunes, on ne parle pas des jeunes en général, mais on parle des jeunes sur le marché du travail, c'est-à-dire des jeunes qui ne sont pas en formation. Si on regarde précisément de mémoire, la part des jeunes de 18 à 25 ans au chômage, l'ordre de grandeur, c'est plutôt 8 % avant la crise, de l'ordre de 8%. Et donc, l'image selon laquelle on aurait une masse très importante, une génération au chômage est fausse.

EMMANUEL

Ce chiffre tient à la définition même de cet indicateur.

Au sens le plus strict, les chômeurs ce sont les gens qui ne trouvent pas d'emploi alors qu'ils en recherchent un activement, et sont immédiatement disponibles pour être embauchés.

Et le taux de chômage rapporte ce chiffre à l'ensemble des actifs. C'est-à-dire l'ensemble constitués par les travailleurs en emploi + les chômeurs. Or, parmi les 18-25 ans, il y a peu de monde qui recherche activement un emploi à temps plein et pour tout de suite. Tout simplement parce que la « recherche active d'emploi », ça correspond *grosso modo* à l'inscription sur Pôle emploi et aux démarches qui en découlent.

Peu de 18-25 ans sont effectivement enregistrés auprès des administrations qui comptabilisent ainsi les chômeurs. Mais si l'on regarde les chiffres de l'INSEE, au 2e trimestre 2020, on voit que ce qui augmente le plus, c'est le « halo » autour du chômage.

Et ça, ça correspond à toutes celles et tous ceux qui ne sont pas considérés « en recherche active d'un emploi » mais qui aimeraient travailler : 2,5 millions de personnes pour toute la France fin 2020.

Par exemple les intérimaires entre deux contrats, ou de manière générale les jeunes qui ne sont pas inscrits à Pôle emploi mais cherchent du boulot par leurs propres moyens.

Fin 2020, pour les 15-24 ans, le taux d'emploi était de 26,6%, soit le plus bas niveau jamais enregistré par l'INSEE (depuis 1975).

Ce chiffre correspond au nombre de personnes en emploi sur l'ensemble de la population considérée.

Alors, un taux de chômage dans la moyenne, mais un taux d'emploi très faible : comment ça s'explique ?

Il faut tenir compte ici des spécificités de ces classes d'âge par rapport aux autres, et notamment de deux choses.

- Beaucoup de personnes entre 18 et 25 ans font des allers-retours entre l'emploi, les études, des situations hybrides comme l'apprentissage ou les stages, et parfois même l'intérim, les emplois saisonniers, voire le travail au noir. Difficile de les comptabiliser, justement en raison de la fréquence de ces allers-retours. Si vous êtes hôtesse d'accueil par exemple, vous travaillez pendant une journée, puis vous êtes en vacances un mois, on vous rappelle pour une soirée au milieu de vos vacances et on vous paye au noir, etc. Ce sont des situations très fréquentes dans les emplois occupés par les plus jeunes.

- Autre spécificité : au sein de ces classes d'âge, on trouve des situations diamétralement opposées, essentiellement du point de vue des diplômes, et pour cette raison, de l'accès au marché du travail.

MICHAËL ZEMMOUR

Ce qui est vrai en réalité, c'est qu'on a à peu près la moitié d'une génération en formation supérieure post-BAC et que parmi les jeunes qui ne sont plus en formation et qui ont le niveau de qualification le plus faible. Là, le taux de chômage est très élevé. Alors pourquoi, une hypothèse, c'est pas forcément qu'ils ne trouvent pas à travailler, mais soit dans une situation précaire sur le marché du travail, qui alterne des périodes d'emploi et de chômage assez fréquentes et assez régulière. Donc, s'il y a une question forte pour la France, c'est la question de l'insertion et de l'accompagnement stable et durable des jeunes sans qualification pour trouver un emploi sur le marché du travail.

EMMANUEL

Rien de très nouveau malheureusement depuis ce que Pierre Bourdieu écrivait en 1978 : « la jeunesse n'est qu'un mot ». Autrement dit, on se paye de mots lorsque l'on parle des problèmes de LA jeunesse en général : quoi de commun entre un ouvrier d'usine de 18 ans, enfant d'ouvriers, et un étudiant enfants de médecins ?

Depuis cette date, le chômage et la précarité ont bien davantage dégradé la condition sociale des jeunes les moins diplômés. L'un des indicateurs, c'est la part des jeunes qui n'est ni en emploi, ni en études ou en formation : elle s'élève à environ 20%, en France. D'après Michaël Zemmour :

MICHAËL ZEMMOUR

Il y a plusieurs pistes d'explication possibles : une piste d'explication qui serait sur les attentes du marché du travail, qui attendrait un certain niveau de qualification qu'il n'aurait pas. Ce serait une piste d'explication possible. La deuxième piste d'explication, c'est que comme il est possible d'embaucher des travailleurs relativement qualifiés pour pas cher, vu l'état du marché du travail, il pourrait y avoir un phénomène de déplacement. Ça, c'est documenté, par exemple dans la restauration rapide, chez McDo : Leur modèle économique consiste à embaucher assez largement des étudiants qui

sont des gens avec un certain niveau de qualification, qui ont des compétences proches de l'encadrement et d'embaucher au salaire minimum.

Et du coup, effectivement, ça crée un phénomène de déplacement avec des personnes sans qualification accèdent plus difficilement à ce type d'emploi. Et puis, la troisième raison, c'est simplement ça pourrait être un phénomène de file d'attente et une situation de chômage massif. Si vous avez à la fois moins de réseaux, moins de qualification, vous êtes les dernières ou les derniers à être embauchés. Moins d'expérience aussi.

EMMANUEL

Si je résume : lorsque les employeurs ont le choix entre plusieurs candidats, même pour des emplois qui demandent peu de qualifications, ils embauchent plus volontiers des travailleurs avec de l'expérience et des diplômes.

Mais ceux qui sortent de l'enseignement supérieur avec un diplôme connaissent aussi leur lot de difficultés, même si elles sont moindres.

MICHAËL ZEMMOUR

En gros, le diplôme protège relativement du chômage alors que les jeunes diplômés sont plus exposés que le reste de la population au chômage. Par contre, ils peuvent être exposés à des conditions d'emploi défavorables, que ce soit en termes de contrat ou que ce soit en termes de salaire.

EMMANUEL

Ça aboutit à une situation de déclassement. Ainsi que le disait un article d'*Alternatives économiques*, en janvier 2020, je cite : « La moitié des titulaires d'une licence obtenue en 2010 n'avait pas atteint, cinq ans après, une position de cadre ou de profession intermédiaire. En 1992, ils n'étaient que trois sur dix dans cette situation. »

Il peut sembler assez intuitif que des gens qui entrent sur le marché du travail, pour l'instant sans expérience, soient moins nombreux à trouver un emploi. On pourrait donc se dire que leur faible taux d'emploi s'explique notamment en raison de leur âge, tout simplement. Cependant les difficultés d'accès au marché du travail sont nettement plus grandes depuis 2008, comme le dit Michaël Zemmour :

MICHAËL ZEMMOUR

Les nouveaux entrants sont quand même beaucoup des jeunes par construction. Effectivement, si vous avez été inactif pendant longtemps et que vous arrivez sur le marché du travail, vous êtes aussi en difficulté, à la fois avec des bas salaires et des contrats précaires. Donc, effectivement, il peut y avoir ces difficultés là. Il y a un redoublement de ça, du fait que les jeunes d'aujourd'hui sont des jeunes - il y a eu quand même la crise de 2008 à 2018 qui joue et donc ce n'est pas forcément très bien mesuré, mais les salaires d'embauche d'aujourd'hui sont faibles et n'ont pas progressé. Et donc, si on arrivait à les comparer proprement aux salaires d'embauche d'il y a quelques années, les conditions dans lesquelles on entre sur le marché du travail aujourd'hui, c'est-à-dire avant la crise, sont pas très bonnes. Il y'a aussi un effet de génération.

EMMANUEL

En fait, c'est carrément une décennie de crise.

MICHAËL ZEMMOUR

De mon point de vue, oui, parce que je me réfère au PIB par habitant ou au niveau de vie. Et le PIB par habitant a chuté après la crise de 2008 et il a retrouvé son niveau de 2008. Seulement en 2018, on a effacé la crise. En fait, pas du tout. Nos sociétés sont des sociétés qui étaient calées sur la croissance. Donc dans toutes les décennies précédentes, le PIB par habitant augmentait plus ou moins de 2 % chaque année. Et quand en 2018, on retrouve la richesse par habitant de 2008, en fait, on a perdu toute la progression à laquelle la société s'attendait, que chacun s'attendait à avoir, une progression d'une génération sur l'autre. Ou alors une progression de carrière. En fait, on a simplement les mêmes ressources à se partager que dix ans plus tôt.

EMMANUEL

Dix ans de stagnation économique, ça touche en premier lieu les plus fragiles : les plus jeunes et les moins diplômés. Et ça ne s'arrange pas avec la crise actuelle, qui empêche les étudiants d'étudier convenablement, mais aussi de trouver des stages, des jobs étudiants, des missions d'intérim.

Le problème qui en découle, c'est la difficulté à bénéficier de prestations sociales, quand vous êtes jeune et au chômage.

MICHAËL ZEMMOUR

Ils ou elles n'ont pas suffisamment travaillé pour être couvert par le chômage, ou alors ils ont épuisé leurs droits. Ils ne sont pas étudiants, ou alors ils sont étudiants, mais dans une situation où ils ne peuvent pas avoir de bourses. Par exemple, les étudiants étrangers et donc, en fait, on a des personnes de moins de 25 ans nombreuses – je ne sais pas les chiffrer., d'ailleurs, c'est une vraie question, on a des problèmes de statistiques sur les jeunes et sur la pauvreté des jeunes – qui peuvent se retrouver entre guillemets, sans rien, sans rien, sauf de demander de l'aide à la solidarité privée, voire au système de charité.

EMMANUEL

En France, quand on est au chômage, on peut être pris en charge par Pôle emploi, et indemnisé (dans seulement 40% des cas, cela dit). Dans certaines conditions, si vos ressources sont très faibles, vous pouvez avoir le droit au RSA – le revenu de solidarité active.

Pas pour les jeunes de moins de 25 ans : ils ne bénéficient pas du RSA, à moins de justifier de deux ans d'activité à temps plein au cours des trois dernières années, ou d'être parent isolé. Autant dire que les conditions sont bien trop restrictives pour correspondre à la situation des étudiants, des intérimaires, des apprentis,... et plus généralement de tous les jeunes qui font des allers-retours entre l'emploi et une forme ou une autre d'inactivité.

Depuis plusieurs années, on entend beaucoup d'économistes et de chercheurs en sciences sociales défendre l'extension du RSA à bien davantage de jeunes de 18 à 25 ans. Leur raisonnement est simple : pour l'instant, il est trop difficile de bénéficier d'un revenu de remplacement quand vous vous retrouvez au chômage sans avoir beaucoup cotisé – justement parce que vous êtes jeune !

Mais tout le monde n'est pas d'accord sur cette mesure. Après tout, on peut se dire qu'un jeune de 18 ans, c'est avant tout l'enfant de ses parents, qui devraient s'en occuper.

Jusqu'à quel âge on peut poser le problème en ces termes : 20 ans ? 23 ans ? 25 ans ? Pour Michaël Zemmour – qui fait partie des économistes favorables à une extension du RSA – ce n'est pas le sens de l'histoire.

MICHAËL ZEMMOUR

C'est le rôle des familles d'aider les jeunes dans notre système à la fois fiscal et dans notre système juridique. Il n'y a pas une reconnaissance de la majorité sociale, économique, de la jeunesse et ça différencie la France d'autres pays et notamment les pays du nord de l'Europe, les pays scandinaves où les droits sociaux sont davantage individuels et où il n'y a pas de barrière d'âge ou une barrière plus basse sur l'accès aux minimas sociaux.

EMMANUEL

À ce propos, Michaël Zemmour cite les travaux de deux sociologues, Tom Chevallier et Cécile Van de Velde :

MICHAËL ZEMMOUR

C'est le système français de protection sociale qui est familialiste, voire même patriarcal, c'est-à-dire un système dans lequel l'unité de base n'est pas l'individu, mais pour tout un tas de choses, la famille, et donc ça s'articule avec beaucoup de choses dans notre système fiscal, dans notre système juridique. Pour donner quelques éléments les étudiants, par exemple, pourraient être aidés, on ne va pas regarder leur situation personnelle, mais on va regarder le revenu de leurs parents et donc on va considérer que pendant toute la durée de leurs études, y compris parfois très tard, c'est les revenus de leurs parents et la feuille d'imposition de leurs parents qui fait foi pour savoir si ils ou elles ont besoin d'une bourse ou pas. Ça c'est vraiment un exemple de familiarisme.

EMMANUEL

On retombe ici sur un problème qu'on a déjà soulevé à plusieurs reprises dans Splash : en France, les droits sociaux ne sont pas individualisés, mais accordés en fonction des revenus du travail, d'abord au travailleur, puis à sa conjointe, et à ses enfants

C'était un état de fait au milieu du vingtième siècle, à une époque où beaucoup moins de femmes étaient salariées, et infiniment moins de jeunes faisaient des études supérieures. Mais de nos jours, ce système qui continue à reproduire des inégalités d'accès à la protection sociale paraît mal ajusté, au moins.

Alors, quelles solutions peut-on apporter à cela ?

Comme vous l'avez déjà compris, on ne fera pas baisser le chômage des jeunes d'un coup de baguette magique.

- L'une des mesures les plus décisives, et qui correspond à un problème déjà ancien, c'est de mieux accompagner les jeunes non-diplômés vers l'emploi. Il y a des pistes à creuser du côté des missions locales, qui font ce travail depuis les années 1990, mais avec très peu de moyens.
- On peut aussi imaginer réformer l'apprentissage de manière à ce qu'il profite davantage aux jeunes peu qualifiés. Mais l'essentiel, ici, c'est de faire en sorte que ces jeunes ne décrochent pas, au moment de leur scolarité obligatoire – au lycée, notamment. C'est un énorme chantier, mais c'est plus qu'un problème de marché du travail.
- L'autre piste, c'est de lutter plus généralement contre le chômage, et pas simplement celui des jeunes, de manière à ce que la file d'attente arrête de s'allonger (celle dans laquelle ils sont aux dernières places). Là, on entre dans des questions de macroéconomie. À mon humble avis, en 2021, il paraît à peu près certain que l'on ne peut pas se contenter des plans de relance actuels dans l'Union européenne. Il faut aller plus loin dans la relance, comme le montre l'exemple des États-Unis. L'objectif, c'est de créer de nouveaux emplois pour les jeunes, et pour d'autres.
- Mais pour celles et ceux qui se retrouvent effectivement au chômage, il faut concevoir des dispositifs nouveaux. Après tout c'est plutôt une bonne chose de pouvoir travailler seulement un temps court, pour ne pas empiéter sur ses études.

De même, on peut parfaitement comprendre que les jeunes diplômés ne rejoignent pas tout de suite l'entreprise dans laquelle ils ou elles vont passer toute leur carrière. Idem pour l'apprentissage, ou pour les stages : rien de plus normal que de circuler entre plusieurs employeurs, des périodes de formation, et d'inactivité. Dans ce cas, il faut que les personnes concernées bénéficient de droits sociaux suffisants. Il s'agit d'étendre le filet de sécurité, et d'éviter qu'il soit plein de trous. On peut également se dire qu'individualiser les droits sociaux, et ne plus les rattacher systématiquement à la famille, ce serait une bonne chose. En tout cas, c'est le genre de choses dont il faudrait discuter ensemble, démocratiquement.

Malheureusement, on n'en prend pas le chemin. L'une des réformes à surveiller, c'est celle de l'assurance-chômage, qui devrait entrer en vigueur dans les mois qui viennent. Elle conduira à baisser le niveau d'indemnisation pour beaucoup de chômeurs, et elle ne rendra pas la situation des jeunes plus confortable, au contraire. Mais plus généralement, l'une des idées centrales de nos dirigeants actuels, c'est que pour sortir de la crise, il faut plutôt compter sur la réduction des coûts des entreprises. Et ça passe notamment par une main d'oeuvre pas chère.

C'est une conclusion très politique à laquelle on arrive ici. Il y a clairement une divergence d'approche entre la politique de l'offre que défend le gouvernement, et le soutien à la demande par davantage de prestations sociales. Dans le premier cas, ça relève d'un pari. Mais dans le deuxième, c'est clairement une mesure dont on sait bien mesurer les effets positifs pour les personnes concernées. Et on sait qu'en sortie de crise, augmenter la dépense publique de cette manière, ça relance la consommation, la croissance, et finalement l'emploi. De quoi permettre de meilleures perspectives pour les jeunes.

Spla\$h est une émission écrite et présentée par Emmanuel Martin

Produite et montée par Marine Raut

Enregistrée et mixée à L'arrière Boutique Studio

Coordonnée par Mathilde Jonin

Spla\$h est une production Nouvelles Écoutes